



RÉPUBLIQUE DES SEYCHELLES

DÉCLARATION DU CHEF DE LA DELEGATION

S.E. M. JÉRÉMIE BONNELAME
L'AMBASSADEUR, REPRÉSENTATIVE PERMANENT
À L'OCCASION DE LA
61^{ÈME} SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES

NEW YORK
LE MECREDI, 27 SEPTEMBRE 2006

VÉRIFIER AU PRONONCE

Madame la Présidente,
Excellences,
Mesdames, Messieurs les Délégués,

Tout d'abord, je vous adresse, Madame, mes félicitations pour votre accession à la présidence de la 61^{ème} Session de l'Assemblée Générale.

Je tiens également à dire l'estime de mon pays envers votre prédécesseur, M. Jan Eliasson, qui a lancé la mise en œuvre du processus de réforme des Nations Unies.

Enfin, je veux rendre hommage au Secrétaire Général, Monsieur Kofi Annan pour l'œuvre qu'il a accomplie à la tête de notre Organisation, comme en témoigne le bilan que l'on peut dresser au terme de ses deux mandats ; qu'il s'agisse de la réforme en cours, de la promotion du multilatéralisme, de la prévention des conflits armés, des opérations de maintien de la paix, ou encore des actions de secours humanitaire, de la lutte contre le SIDA, et des autres combats, notamment contre la pauvreté, et le terrorisme.

Madame la Présidente,

J'aimerais brièvement revenir sur la réforme des Nations Unies.

Je rejoins tous ceux qui, à cette tribune, ont rappelé à quel point il est urgent d'adapter notre Organisation aux réalités du monde dans lequel nous vivons ; qu'elle soit, plus en phase avec les préoccupations de nos contemporains, et dotée d'une gestion efficace et transparente.

Une Organisation dont la Charte reconnaît à tous les Etats, petits et grands, le droit d'avoir leur mot à dire dans la conduite des affaires qui intéressent la communauté internationale.

C'est ainsi que, les Seychelles ont soutenu la création de la Commission pour la Consolidation de la Paix, le Conseil des Droits de l'Homme, l'adoption de la Stratégie Globale pour Contrer le Terrorisme, et la Résolution sur le Développement.

Nous attendons avec intérêt l'issue de la réforme en cours sur le Conseil Economique et Social, le Secrétariat et sa gestion, la réactivation de l'Assemblée Générale voyant son autorité et rôle renforcés.

Nous espérons que l'assemblée générale participera activement à l'appointement du prochain Secrétaire Général qui - nous en sommes d'accord - devrait être de l'Asie, de compétences reconnues et faire preuve de leadership.

Et finalement la réforme du Conseil de Sécurité revêt une signification spéciale au regard des enjeux actuels de la paix dans le monde et de sa légitimité institutionnelle.

Madame la Présidente,

Quelques mots sur la politique nationale des Seychelles.

Le pays vient de traverser dans le calme et l'harmonie sociale une période électorale.

A la suite de l'élection du Président Michel et sur la base de la nouvelle *feuille de route* qu'il a fixée à son administration: Les Seychelles accentueront leurs efforts pour assurer un développement durable dans tous les domaines : économique, social, culturel et ce dans la protection de son environnement. Elles veulent garantir à chacun des conditions de vie aussi bonnes que possible.

L'ouverture de l'économie, le respect des droits de l'homme et de la règle de droit ainsi que la poursuite des objectifs de bonne gouvernance, continueront à servir de cadre à l'action du Gouvernement.

Cependant comme la Banque Mondiale et le Commonwealth l'ont souligné dans un rapport conjoint, force est de constater que durant les cinq dernières années :

- les petits Etats en voie de développement ont vu leur taux de croissance moyen - en termes de PNB - décliner par rapport à celui des Etats plus grands à revenu bas ou intermédiaire ;
- le fardeau de la dette augmenter ;
- et, en matière d'accès aux capitaux extérieurs, la tendance des marchés privés à percevoir les petits pays comme étant à haut risque entraînant ainsi une augmentation des coûts et compliquant l'accès à ces mêmes marchés.

Durant ces dernières années, des réunions ont eu lieu, des résolutions ont été adoptées, des déclarations ont été faites, suivies de nouvelles réunions sans que beaucoup d'actions concrètes aient abouti et répondu de manière satisfaisante à ces préoccupations.

Les Seychelles le déplorent.

La communauté mondiale compte 192 États et plus de 80 d'entre eux sont des petits États.

Madame la Présidente,

Confrontés à ces problèmes structurels de développement, dans le contexte d'une économie globalisée, les petits États, disposent rarement des moyens et des capacités permettant de réagir à ces défis de manière appropriée.

De ce point de vue, votre appel en faveur d'un Partenariat Global pour le Développement n'a jamais été aussi urgent et aussi critique.

Les Seychelles espèrent que la 61^{ème} Session franchira un pas décisif pour traduire ce partenariat dans les faits.

Madame la Présidente,

Je terminerai mon intervention en évoquant les questions de paix régionale et mondiale.

Les conflits armés se succèdent à un rythme qui montre bien que le monde – contrairement à nos aspirations reste instable et dangereux.

Les accords de paix et de cessez-le-feu ne débouchent pas toujours, malheureusement, sur une cessation des hostilités.

Les populations civiles, en majorité des femmes et des enfants, continuent à être déplacées, maltraitées et trop souvent l'objet de crimes et de massacre. La situation au Darfour en est l'illustration la plus tragique.

Ceux qui survivent n'ont pas toujours accès à l'aide humanitaire.

Aujourd'hui, selon le rapport des Nations Unies « le niveau de violence auquel sont confrontés même les équipes de secours de l'aide humanitaire est sans précédent. »

Nous connaissons tous les causes réelles des guerres...

Parfois hélas, il n'y a de consensus que pour se taire et comme le dit la formule « la diplomatie se réduit aux échanges entre amis, rarement avec l'ennemi ».

C'est la raison pour laquelle les Seychelles se joignent à tous ceux qui, en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et partout ailleurs, souhaitent un monde plus humain, plus juste, plus libre, où la paix est la règle et non pas l'exception, non pas un privilège, mais un droit.

Ceci s'applique également à ces pays qui espèrent pouvoir un jour organiser leur vie comme ils l'entendent, tels la Palestine, le Sahara occidental.

Madame la Présidente,

En conclusion, j'aimerais réaffirmer le soutien des Seychelles envers l'action que vous menez pour faire de la 61^{ème} Session de l'Assemblée Générale un instrument de paix et de développement.

Je vous remercie.